



Commission économique  
pour l'Afrique

# ***Migrations internationales et développement : Implications pour l'Afrique***

## Résumé Analytique

Document de référence pour le Dialogue de haut niveau sur les migrations internationales et le développement . Assemblée générale des Nations Unies, 14 et 15 septembre 2006

Les migrations au-delà des frontières nationales et d'un continent à l'autre sont un phénomène indispensable à la paix, à la stabilité et au développement à l'échelle nationale, sous-régionale et régionale. Le potentiel qu'ont les migrants de contribuer à la transformation de leur pays d'origine intéresse au plus haut point les autorités nationales et locales, les institutions internationales et le secteur privé. On s'accorde de plus en plus à dire que si les pays coopèrent, les gains seront visibles à trois niveaux: les migrants, les pays d'origine et les sociétés qui les accueillent.

Les 14 et 15 septembre 2006, des représentants de haut niveau de tous les États Membres de l'ONU se réuniront pendant l'Assemblée générale pour examiner la relation entre les migrations et le développement. Pour l'Afrique, cette réunion, au même titre que sa préparation et son suivi, est importante car les migrations internationales ont une place prépondérante dans les efforts du continent pour se développer, améliorer le bien-être de sa population croissante et garantir la paix et la stabilité.

Le présent rapport, *Migrations internationales et développement: Implications pour l'Afrique*, vise à enrichir les débats consacrés actuellement aux migrations grâce à des données de référence et à une analyse émanant d'une perspective africaine. Faisant fond sur le débat en cours sur les migrations et le développement, le rapport fait valoir que la maximisation des bénéfices exige une meilleure gestion des migrations internationales, ainsi qu'une saine gouvernance économique et politique, dans le contexte du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD). Le rapport développe cet argument suivant six chapitres analytiques, notamment les dimensions et les implications économiques et sociales; l'impact sur la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD); l'utilisation des rapatriements de salaire pour le développement; et les aspects des migrations relatifs à la sécurité. Le dernier chapitre du rapport définit la voie à suivre, avec des suggestions pour une meilleure gestion des migrations internationales en Afrique.

### ***Les flux migratoires à l'intérieur de l'Afrique sont les plus importants***

Les flux migratoires à l'intérieur de l'Afrique et en provenance de cette dernière sont de types très variés, modulés par des stratégies visant à tenir compte de facteurs tels que des problèmes économiques et écologiques, des disparités intrarégionales en matière de bien-être économique, l'instabilité politique et des politiques migratoires restrictives. Les migrations internationales africaines couvrent une vaste gamme de mouvements transfrontières, volontaires ou forcés, à l'intérieur du continent, ainsi que des migrations régulières et irrégulières vers des destinations situées hors du continent. Les flux migratoires à l'intérieur de l'Afrique sont bien plus importants que ceux vers d'autres continents et les migrations forcées ont un rôle significatif à cet égard. À la fin 2005, les nations africaines, qui ont déjà du mal à pourvoir aux besoins de leur propre population, abritaient environ un tiers (3 millions) du nombre total de réfugiés dans le monde. Les trois premiers chapitres du rapport détaillent

les flux migratoires africains et leurs implications socioéconomiques, notamment en ce qui concerne la réalisation des OMD.

### ***Affaiblissement du capital de ressources humaines de l'Afrique***

Les migrations internationales se ressentent de nombreuses façons sur le développement en Afrique; on peut citer la perte de capital humain, mais aussi les envois de salaires et l'acquisition de compétences. Les États africains qui connaissent déjà de sérieuses contraintes en matière de ressources humaines souffrent gravement de l'exode des compétences. Le capital de ressources humaines africain est continuellement affaibli lorsque ceux qui ont suivi une éducation choisissent d'émigrer et d'utiliser leurs compétences à l'étranger. S'agissant du secteur de la santé, pour lequel la demande est croissante dans les pays africains à cause du VIH/sida et d'autres maladies, plusieurs pays subissent un appauvrissement de leur force de travail. Par exemple, 926 médecins ghanéens exercent dans des pays de l'OCDE, ce qui équivaut à 29% des médecins encore en exercice au Ghana. Le chapitre 4 du rapport examine ces tendances et propose des stratégies d'atténuation des effets, comme la mise en place de mécanismes de compensation des capacités et des compétences perdues.

Les migrants africains contribuent au développement de l'Afrique de différentes façons. Les envois de salaires des membres de la diaspora et les multiplicateurs de revenus ainsi créés deviennent des ressources indispensables pour les stratégies de subsistance des ménages qui en bénéficient, ainsi que pour les agents de développement local et national. En 2004, les envois de salaires vers l'Afrique se sont élevés à 14 milliards de dollars, l'Égypte, le Maroc et le Nigéria étant les principaux destinataires. À partir de recherches existantes, le chapitre 5 décrit comment les ménages qui reçoivent ces «migradollars» ont tendance à les utiliser principalement pour la consommation courante (alimentation, habillement), ainsi que pour des investissements dans des domaines liés aux OMD comme l'éducation des enfants, les soins de santé et l'amélioration de la sécurité alimentaire par le biais d'investissements dans des technologies agricoles.

### ***Les migrations et la sécurité***

Le chapitre 6 examine de quelle façon les migrations sont étroitement liées à des préoccupations d'ordre sécuritaire, au niveau des personnes comme des pays et au niveau mondial. Les conflits et la violence causent des mouvements de populations, et les migrants peuvent voir leur sécurité individuelle menacée pendant qu'ils sont en transit ou à leur destination. Certains pays sont préoccupés à l'idée que les migrants pourraient constituer une menace pour la sécurité. Qui plus est, contrairement aux biens et aux services, le mouvement de personnes entre différents pays met en jeu tout un éventail de questions sociales, comme les droits de l'homme, l'unification des familles et l'intégration sociale, qui doivent être convenablement gérées afin d'accroître la sécurité humaine, de garantir le respect des personnes et des droits fondamentaux et de dégager des ressources pour le développement.

La réponse des gouvernements africains aux problèmes des migrations a été très limitée et fragmentaire. Peu de pays ont mis en œuvre les conventions et les politiques internationales se rapportant aux migrations internationales. Ces dernières n'ont qu'une toute petite place dans les programmes nationaux de développement et n'ont été convenablement traitées dans aucun des cadres régionaux de développement comme le NEPAD, les OMD et les DSRP. Toutefois, elles suscitent de plus en plus l'intérêt des dirigeants africains. L'Union africaine a ainsi mis en place un cadre dont l'objectif est d'empêcher l'exode des compétences par la création d'emplois et de mobiliser les membres de la diaspora africaine en faveur du développement de leur pays d'origine.

L'argument du dernier chapitre du rapport est que la voie à suivre passe par une saine gestion des migrations internationales, ce qui exige des capacités supplémentaires en vue d'une plus grande collaboration à l'intérieur des pays, entre les pays, et entre les pays et les régions. En Afrique, toutefois, l'absence de données, le manque d'information et la méconnaissance du lien entre les migrations internationales et le développement sont un obstacle. Ces problèmes doivent être résolus pour que l'on puisse mieux comprendre l'ampleur et les dimensions des migrations internationales et du marché du travail pour le développement en Afrique.

À partir des connaissances disponibles, le rapport propose une gamme de mesures et de politiques nécessaires pour minimiser les risques et maximiser les bénéfices des migrations internationales. Au premier rang des recommandations figure la promotion de tous les droits de l'homme, en particulier les droits des migrants internationaux et de leur famille, par la ratification et la mise en œuvre des conventions internationales pertinentes et par la conclusion d'accords bilatéraux et multilatéraux entre les pays d'origine et les pays d'accueil.

### ***Les politiques coercitives vont à l'encontre de la paix et de la sécurité***

Les migrations internationales impliquent des cultures différentes. Il est donc nécessaire de promouvoir la tolérance et la cohésion pour faciliter l'intégration et appuyer le multiculturalisme. Des politiques coercitives, dans les pays d'origine comme dans les pays d'accueil, vont à l'encontre de la paix et de la sécurité à tous les niveaux, et empêchent la maximisation des bénéfices des migrations internationales. Les gouvernements devront donc coopérer davantage pour éliminer ces politiques coercitives et améliorer la contribution des migrants et de leur famille au développement international.

Les contributions des migrations internationales au développement ne sont pas simplement des gains économiques; elles concernent aussi l'enrichissement culturel, le bien-être social, la santé et l'éducation, ainsi que la stabilité politique. Il est donc impératif que ces dimensions trop souvent négligées soient mises en valeur au service du développement durable. Un engagement constructif entre les pays est nécessaire pour que les migrations internationales aient leur place dans la coopération pour le développement international.

Il est également nécessaire que les pays harmonisent leurs politiques nationales et le rôle des différents ministères et institutions publiques intervenant dans les migrations internationales. Enfin, le renforcement des capacités humaines et institutionnelles est indispensable pour maximiser les avantages des migrations internationales.

Un investissement continu dans l'éducation et la santé amènera des avantages à long terme, qui devraient être obtenus par la création d'emplois et des salaires appropriés.

### ***Voie à suivre pour gérer les migrations internationales***

Dans une société de plus en plus mondialisée, la voie à suivre pour gérer les migrations de façon à accroître les bénéfices aussi bien pour les pays de départ que pour les pays d'accueil, ainsi que pour les migrants et leur famille, passe par:

- La promotion de la ratification des conventions et protocoles internationaux existants et l'harmonisation des politiques nationales avec les obligations internationales qui en découlent;

La promotion des activités de plaidoyer et de sensibilisation, en particulier dans les pays d'accueil, et la mise en exergue des contributions positives des migrants pour les pays d'origine et d'accueil;

- La mise en relief du fait que la contribution des migrations internationales au développement touche de nombreuses dimensions, notamment la promotion économique, le bien-être social, l'enrichissement culturel, la promotion sanitaire et la stabilité politique;

- La conclusion d'accords multilatéraux et bilatéraux entre les pays d'origine et les pays d'accueil, susceptibles d'améliorer la contribution des migrations internationales au développement international;

- La promotion de la cohérence entre les différentes politiques nationales et l'accroissement des capacités de toutes les parties prenantes pour mettre en œuvre des politiques visant à améliorer les régimes juridiques et les statistiques concernant les migrations internationales;

- La mise en place des capacités humaines et institutionnelles nécessaires pour maximiser les bénéfices des migrations internationales et minimiser les inconvénients ressentis;

- La promotion de processus consultatifs réguliers sur les migrations internationales, aux niveaux mondial, régional et sous-régional;

- L'amélioration des conditions économiques et sociales dans les pays d'origine (pays du Sud), afin de minimiser les facteurs qui contraignent certains à quitter leur pays à la recherche de meilleures conditions de vie;
- La promotion de partenariats internationaux, régionaux et sous-régionaux, y compris au sein de la diaspora;
- L'affectation des investissements à des domaines qui optimisent la création d'emplois adaptés aux compétences disponibles;
- La poursuite du dialogue sur le commerce mondial, en insistant sur la nécessité de compléter la notion de marchés ouverts par une élimination totale des subventions.





For this and other publications, please visit ECA website at  
<http://www.uneca.org>

or contact:  
Publications  
Economic Commission for Africa  
P.O. Box 3001  
Addis Ababa, Ethiopia  
Tel: +251-11-551-58-26  
Fax: +251-11-551-03-65  
E-mail: [ecainfo@uneca.org](mailto:ecainfo@uneca.org)